

TRAVAUX

C'est parti !

Dossier

RELATIONS INTERNATIONALES

**Plein feu sur les
"incoming"**

Chronique

**Les "Rencontres"
fêtent leurs 30 ans**

PAR PATRICK VENRIES

Au rythme du monde

**Nelson Mandela :
Un souffle
d'éternité**





Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

Quelques rappels au début du chantier

Cette nouvelle année universitaire qui a commencé il y a quelques jours, voire quelques semaines pour une partie du personnel de Sciences Po Bordeaux, restera dans la mémoire de notre Institut comme celle de l'ouverture du grand chantier de transformation de l'établissement. Il n'est pas inutile, me semble-t-il, de revenir sur quelques aspects de cette opération considérable qui va durer plus de 26 mois.

Il faut rappeler une première information, essentielle à la bonne compréhension du chantier en cours. La décision de doubler la superficie de Sciences Po Bordeaux tout en restant sur le campus de Talence-Pessac-Gradignan, lieu historique de notre implantation depuis 1967, après dix-neuf années en centre-ville, a été prise en novembre 2008, après que le Conseil régional d'Aquitaine, par la voix de son président Alain Rousset, ait fait en sorte de prendre en charge la quasi-totalité du coût du chantier qui est de 26 millions d'euros avec le renfort de la ville de Pessac pour 1 million d'euros. Il aura donc fallu presque cinq années entre le « feu vert politique » et les premiers coups de pelleuse. En octobre 2011, dans une précédente livraison d'Extension[S], j'évoquais « le top départ » du chantier, il s'agissait alors du choix du projet architectural lauréat, celui du cabinet Baggio-Piéchaud associé à Patrick Arotcharen.

Deuxième fait important à ne jamais perdre de vue : un chantier d'une telle importance, en zone occupée, génère forcément et nécessairement des nuisances. Qu'on le veuille ou non, malgré toutes les précautions environnementales et techniques, il y aura forcément des problèmes. Il n'est pas question de les négliger et de les ignorer. Nous allons tous subir des désagréments, ce n'est pas commode de faire cours dans le bruit avec une alarme de recul d'un camion-benne qui siffle toute une matinée... Ni de travailler à la bibliothèque occultée par de grands panneaux pour éviter la projection de graviers sur les baies vitrées... Toute l'équipe qui m'entoure est soucieuse de faire en sorte que chaque problème lié au déroulement du chantier soit réglé. C'est loin d'être facile mais il est clair que les conditions de travail et de sécurité sont prioritaires.

Troisième et dernier point que je me dois d'évoquer ici : la transformation de l'Institut est une condition *sine qua non* de

la réussite des étudiants qui s'y forment. La dimension architecturale du chantier n'est que la conséquence d'un projet d'établissement où les choix pédagogiques sont essentiels. Ne confondons pas le contenant avec le contenu. Dès maintenant, mais de manière encore plus évidente dans la décennie 2020 et au-delà, celles et ceux qui vont être scolarisés à Sciences Po Bordeaux vont expérimenter de nouvelles formes d'outils de diffusion et d'acquisition du savoir et seront de plus en plus « nomades » dans leur manière de vivre et d'apprendre. Tout cela, au-delà d'autres aspects prioritaires, comme l'élargissement du recrutement pour sortir d'une sélectivité finalement très douloureuse, sera rendu plus facile par un bâtiment entièrement reconfiguré, ouvert sur son environnement immédiat, sur les quartiers pessacais alentour, ouvert sur le monde tout simplement.

Début septembre 2013, Sciences Po Bordeaux a accueilli pour la première fois en France la 7ème conférence de l'European Consortium for Political Research (ECPR). Près de 3.000 chercheurs en science politique, venus de 330 universités différentes, deux-tiers Européens, un-tiers du reste du monde, ont vécu dans nos locaux et dans ceux prêtés par nos voisins et amis de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV. Ce fut un événement considérable, relayé internationalement avec une exceptionnelle leçon inaugurale de Madame Nonna Mayer, directrice de recherche au CNRS et présidente de l'Association française de science politique. Ce congrès, pour la tenue duquel Sciences Po Bordeaux avait été choisi il y a quatre ans, s'est déroulé alors que le « grand chantier » était tout juste lancé. Tout s'est remarquablement déroulé dans une ambiance extrêmement sympathique. L'engagement de tous ceux qui ont travaillé à cette réussite a été essentiel. Et parmi ceux-là, 35 étudiants de Sciences Po Bordeaux ! En les voyant courir et se démultiplier partout au service des congressistes, j'ai définitivement compris que les élèves sont la richesse de cette maison ! Et sa fierté !

Bonne rentrée à toutes et à tous.

Vincent HOFFMANN-MARTINOT



SOMMAIRE

4 **RETOUR SUR IMAGE** ✓
ECPR 2013

6 **CHRONIQUE** ✓
PATRICK VENRIES : **À la rencontre des savoirs**

7-10 **DOSSIER** ✓
MOBILITÉS ACADÉMIQUES INTERNATIONALES :
La parole aux étudiants

11 **PLUS VALUE** ✓
Le contrôle de gestion version Sciences Po Bordeaux

12-13 **RECHERCHE** ✓
Mister SMITH au Centre Émile Durkheim

14-15 **AU RYTHME DU MONDE** ✓
NELSON MANDELA :
Un souffle d'éternité

16 **MÉTAMORPHOSE[S]** ✓
Travaux : passage en phase active

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »
Édition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette & Mise en page : Thierry PIERS
Photos : Laurent WANGERMEZ (sauf mentions particulières)
- Richard DUART (photo de l'équipe Sciences Po page 5)
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
N°ISSN : 1635-3102
Date de publication : 27 septembre 2013



SCIENCES PO BORDEAUX
11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX
Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 84 44 00
www.sciencespobordeaux.fr
j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Études Politiques.

ECPR 2013

Retour en images sur la 7^{ème} conférence générale de l'European Consortium for political Research (ECPR) organisée pour la première fois en France, à Sciences Po Bordeaux, du 5 au 7 septembre 2013.



Quelques congressistes devant l'entrée de Sciences Po Bordeaux.



L'équipe étudiante à la banque d'enregistrement dans le Hall.



Deux figures de la science politique comparée : Jean Blondel et Jean-Louis Thiébault (de dr. à g.).



Martin Bull, directeur académique de l'ECPR, au pupitre lors de la cérémonie d'ouverture à l'Auditorium du cours Clémenceau de Bordeaux.



Cérémonie d'ouverture, 5 septembre 2013. Vincent Hoffmann-Martinet, Simona Piattoni (présidente de l'ECPR), Niilo Kauppi (vice-président), Nonna Mayer (leçon inaugurale) et Martin Bull sur la scène de l'Auditorium.



L'équipe du comité local d'organisation quasiment au complet. Manque Céline Célia d' « Objectif Congrès » et quelques étudiantes et étudiants retenus au RU2 pour organiser le déjeuner des congressistes... et Vincent Hoffmann-Martinet, président du comité local.

Dans l'atrium du Palais de la Bourse pour la réception qui a suivi la leçon inaugurale.



À la rencontre des savoirs

« Les Rencontres Sciences Po / Sud Ouest » entament, en cette rentrée 2013, leur trentième saison. Elles ont été pionnières, elles sont toujours surprenantes et elles font preuve d'une étonnante longévité. Trois qualités qui ne doivent rien au hasard.

Pionnières, les « Rencontres » sont nées en 1984 de la volonté commune à un petit groupe de personnalités partageant alors une ambition : ouvrir en grand les portes de l'enseignement supérieur à un public peu enclin à venir sur le campus universitaire de Talence-Pessac-Gradignan, en fin de journée à 18h pour écouter un invité pendant deux heures. Deux hommes, tous les deux disparus aujourd'hui, Claude Émeri, alors directeur de Sciences Po Bordeaux et Jean-François Lemoine, président du Groupe Sud-Ouest, directeur général du grand quotidien régional, avec quelques collaborateurs, ont choisi d'unir leurs forces et leurs moyens pour lancer ces

« Rencontres ». Les formats de celles-ci ont très vite été définis : le grand oral d'un invité, un tête-à-tête, une table ronde et, plus tard, une carte-blanche

puis le principe d'une « Rencontre » décentralisée dans une des villes de la zone de diffusion du journal « Sud Ouest ». C'était la première fois qu'un quotidien d'information régional (l'un des plus importants en France) s'associait à une grande école comme Sciences Po Bordeaux. Non seulement cette création fut pionnière, elle est encore, aujourd'hui, unique en son genre.

Aucune « Rencontre » n'est pareille à une autre, sources de surprises permanentes. Sur le principe d'abord : la préparation en amont par une équipe d'étudiants volontaires, animée par une ou un journaliste de « Sud Ouest », également volontaire et bénévole, renforcée par l'excellent travail du service documentaire du journal, produit toujours un résultat original lorsque le jury étudiant passe au crible des questions, pendant deux heures, la personnalité conviée. L'attitude et la réaction des invités sont elles-mêmes très différentes. J'ai le souvenir de « vedettes médiatiques » quasiment évanouies par la configuration du lieu, dans cet amphithéâtre Montesquieu parfois plein à ras-bord. Inversement j'en

ai vu d'autres, réputés taiseux et malhabiles dans l'expression orale, se révéler et littéralement passionner la salle. Et puis il y a le public qui est aussi divers que peut l'être le lectorat de « Sud Ouest », avec désormais des habitués mais aussi des curieux qui découvrent, vingt ans, vingt-cinq ans après leur lancement les « Rencontres ». Tout cela au milieu des dizaines d'étudiants, qui constatent qu'à Sciences Po Bordeaux lire « Sud Ouest » est aussi intéressant et passionnant qu'un « quotidien du soir » qu'on me pardonnera de ne pas nommer ici...

Reste la longévité. Plusieurs partenaires ont rejoint le binôme fondateur des « Rencontres » : hier la Caisse d'Épargne Aquitaine-Nord et le Conseil général de la Gironde, aujourd'hui désormais le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB) et le Crédit mutuel du Sud-Ouest (CMSO). Qu'ils en soient remerciés ! Tous ont eu ce souci de faire en sorte que l'expérience dure dans le temps, se renouvelle avec des invités différents, parfois très connus, parfois peu familiers des tribunes publiques. Feuilletter les pages des « Livres d'or » des « Rencontres » (il y a désormais plusieurs volumes) c'est aussi parcourir 30 ans de vie culturelle, intellectuelle, politique, artistique, sportive, scientifique, française et étrangère avec des figures aujourd'hui disparues : Jean-Paul Aron, Pierre Bourdieu, Raymond Barre, Marie-France Pisier, Danielle Mitterrand, Francis Jeanson, Pierre Vidal-Naquet et tant d'autres.

Voilà les « Rencontres » : curieuses et originales, amicales et studieuses, partageuses et plurielles, toujours avides de diffuser les savoirs. Au nom de « Sud Ouest », qu'il me soit permis ici de remercier notre partenaire Sciences Po Bordeaux, mais aussi de souhaiter encore longue vie aux « Rencontres ». Manière de saluer encore une fois la mémoire de celui qui fut un très grand patron de presse : Jean-François Lemoine. Les « Rencontres » lui sont restées fidèles, parce qu'il n'aimait lui-même rien tant qu'aller à la rencontre de ses lecteurs, habitants du sud-ouest. ■

Patrick VENRIES
Directeur général de « Sud Ouest »

PS : un merci tout particulier à Françoise Taliano-des Garets et à Christophe Lucet qui coordonnent les « Rencontres », l'une à Sciences Po Bordeaux, l'autre à « Sud Ouest », en sus de leurs activités.



Amphi Montesquieu. Patrick Venries arbitre le débat Rousset-Darcos en compagnie d'étudiants de Sciences Po Bordeaux lors d'une « Rencontre » consacrée aux Régionales 2010.

**MOBILITÉS ACADÉMIQUES
INTERNATIONALES**

La parole aux étudiants étrangers

Le dossier de janvier 2012 d'Extension[S] relatait l'expérience d'élèves de Sciences Po Bordeaux de deuxième année en séjour académique à l'étranger (N°31). Celui d'aujourd'hui vous propose exactement l'inverse. Nous nous intéressons en effet aux conditions d'accueil dans l'établissement d'étudiants originaires de tous les continents. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Quels cursus suivent-ils ? Pourquoi viennent-ils ? Autant de questions évoquées avec les équipes qui assurent le suivi administratif et pédagogique de ces « incoming students ». À l'heure de la rentrée, Extension[S] a aussi interrogé quelques-uns de ces nouveaux arrivants pour connaître leurs motivations au sein d'un établissement plus cosmopolite que jamais.

La parole aux étudiants étrangers (suite)

Un monde d'étudiants

L'ouverture internationale de Sciences Po Bordeaux auprès des étudiants du monde entier n'est pas un vain mot. Il suffisait pour s'en convaincre d'assister le lundi 9 septembre 2013 au matin à la réunion d'information organisée spécialement pour les nouveaux « incoming students »⁽¹⁾. L'amphithéâtre Siegfried, qui accueillait pour partie⁽²⁾ cette cohorte de 170 arrivants, avait des allures d'ONU, avec des représentants de très nombreuses nationalités. « 80% de ces étudiants sont des Européens dans le cadre des échanges Erasmus. Les 20% restants proviennent du reste du monde grâce à des conventions spécifiques signées avec des universités » indique Ludovic Renard. Le directeur des Relations Internationales de Sciences Po Bordeaux leur a présenté le programme d'une semaine d'intégration bien rodée. Celle-ci permet aux étudiants de faire connaissance avec l'établissement, de régler un certain nombre de démarches administratives et de bénéficier de temps de convivialité pour découvrir l'agglomération et les multiples activités proposées par l'école. L'annonce de la présence d'un club d'œnologie de qualité a d'ailleurs fait frémir les papilles d'une assemblée avertie. « Les motivations de

ces étudiants sont multiples et parfois personnelles. Mais on retrouve en règle générale deux composantes essentielles : la pratique du français et le choix d'un établissement qui recoupe plus ou moins le type d'études suivies par l'étudiant dans son pays » précise Ludovic Renard. L'Institut s'adapte aux profils des élèves, selon qu'ils maîtrisent ou non la langue de Molière. « Conformément aux orientations de la loi sur l'enseignement supérieur, nous défendons le français comme langue d'échange universitaire. Mais nous répondons aussi aux aspirations des étudiants anglophones qui apprécient un parcours spécifique baptisé English track⁽³⁾ ».

Faciliter leur intégration

Sciences Po Bordeaux se mobilise en amont pour préparer au mieux l'arrivée de ces jeunes gens et les aider à régler un maximum de contingences personnelles. « Nous sommes en contact avec eux dès le mois d'avril. La première difficulté à résoudre, c'est le logement » explique le service des RI⁽⁴⁾. « Nous les orientons vers différentes sources d'informations spé-

PAROLES D'INCOMING STUDENTS

Nous avons profité de la semaine d'intégration des étudiants étrangers de Sciences Po Bordeaux pour interroger certains d'entre eux. Voici leurs réactions à chaud après seulement quelques heures passées dans l'établissement...



Ils se prénomment Susanna, Boun-Gui, Sarah, Marcos et Salomé. Agés de 22 à 26 ans, ces jeunes gens viennent d'Autriche, de Corée, d'Allemagne, d'Argentine et de Colombie. Ils ont en commun une excellente maîtrise de la langue française, un goût avéré pour les voyages et une attirance particulière pour la France. Éminemment sympathiques, ces étudiants francophiles respirent l'envie de découvrir, d'apprendre, d'échanger, avec une décontraction naturelle qui va de pair avec un projet universitaire ou professionnel réfléchi. Enfin, ils manient aussi bien les propos sérieux que l'humour. Portraits express.



Susanna SERNETT

Autrichienne,
étudiante à Vienne,
22 ans



Pourquoi la France et Sciences Po Bordeaux ?

J'ai déjà vécu en France, dans les Landes. La France me manquait et je voulais découvrir la capitale de l'Aquitaine. À Vienne, je suis des études de traduction parallèlement à des études politiques. Venir ici me permet de progresser dans ces deux domaines.

Quel est votre projet professionnel et comment jugez-vous l'Institut à chaud ?

Travailler comme traductrice à l'ONU constituerait une belle réussite professionnelle. Quant à Sciences Po Bordeaux, j'ai été étonnée par sa notoriété. Je suis heureuse d'étudier dans une des plus grandes écoles d'études politiques de France.



Toute l'équipe chargée des incoming students.

cialisées car le CROUS, sur qui nous nous appuyons, ne répond pas forcément à toutes les demandes et c'est bien normal ». Fin août, des documents administratifs et pédagogiques sont envoyés aux futurs élèves, avec la liste des cours et leur syllabus. « Je reçois les étudiants par petit groupe dès leur arrivée pour les informer des cours ou les orienter si besoin. Les enseignants sont également heureux de répondre à leurs questions. Nous leur donnons ensuite trois semaines pour entériner leurs choix » explique l'une des interlocutrices du service. Cette souplesse vaut également pour les modalités d'examen qui prennent en compte les critères académiques de chaque pays représenté. « Nous restons fidèle à notre identité tout en respectant les règles des universités partenaires » résume avec diplomatie Ludovic Renard. Ce dernier est en revanche intransigeant sur la finalité pédagogique de cette mobilité. « Nous ne donnons pas les examens. Les étudiants doivent obtenir les

crédits ECTS exigés pour valider leur scolarité. Les enseignants font preuve en revanche d'une certaine indulgence dans leur système de notation ».

Une concurrence exacerbée

Les mobilités académiques étant rentrées dans les mœurs, on pourrait croire que les universités n'ont aucune difficulté à recruter des étudiants étrangers. Or, celles-ci se livrent une concurrence exacerbée par la crise économique. Celle-ci se traduit notamment - c'est un phénomène nouveau - par des temps de séjours plus courts, limités à un semestre⁽⁵⁾ au lieu d'une année entière. Dans ce contexte, Sciences Po Bordeaux tire bien son épingle du jeu, avec une augmentation de 10% de ses effectifs étrangers, fruit d'une politique de développement à l'international. « Même si on ne refuse pas d'étudiants aujourd'hui, il est grand temps que l'école s'agran-



Boun-Gui KIM

Coréen (du Sud),
étudiant à Séoul,
26 ans



Pourquoi la France et Sciences Po Bordeaux ?

J'ai étudié le français en 2e langue vivante à l'école de l'âge de 6 ans jusqu'à un master d'études africaines. L'un des centres de recherche de Sciences Po Bordeaux étant connu dans cette discipline (NDLR : il s'agit de « LAM, Les Afriques dans le monde »), je souhaite échanger avec des étudiants français sur l'Afrique tout en m'initiant à la science politique.

Quel est votre projet professionnel et comment jugez-vous l'Institut à chaud ?

Je souhaite devenir un expert de la question africaine et je rêve de devenir la première personne de mon pays à siéger à l'Union africaine⁽¹⁾. Le parcours « dynamiques africaines » de Sciences Po Bordeaux peut m'y aider. Les premiers contacts avec l'école sont agréables mais je suis étonné par son environnement : il y a beaucoup d'arbres mais pas un seul bar autour de l'école !

(1) L'Union africaine (UA) est une organisation d'États africains créée en 2002, à Durban en Afrique du Sud, en application de la déclaration de Syrte du 9 septembre 1999.



Sarah WAGNER

Allemande,
étudiante à Maastricht
(Pays-Bas),
22 ans



Pourquoi la France et Sciences Po Bordeaux ?

J'ai étudié le français en 2e langue à l'école et j'ai découvert le pays grâce aux échanges scolaires. Je viens en outre de passer un mois comme jeune fille au pair en France avant cette rentrée. Je ne connaissais pas en revanche le Sud-ouest, que je viens découvrir. Il paraît en outre que l'école jouit d'une grande notoriété. Cela m'a attiré bien sûr.

Quel est votre projet professionnel et comment jugez-vous l'Institut à chaud ?

J'effectue des études de droit européen et de droit international. Je suis donc intéressée de savoir ce que pensent les étudiants français des relations franco-allemandes. J'ai été surprise en arrivant ici : je m'attendais à un bâtiment moderne et je découvre des locaux anciens en travaux ! Peut-être que j'arrive trop tôt...

■ ■ ■ *disse* » souligne Ludovic Renard. Cette dynamique a permis à l'Institut d'avoir été choisi au plan européen pour inaugurer un programme d'échanges avec la Corée du Sud, financé par l'Union Européenne. Le rayonnement de l'école se concrétise aussi par la diversité des nationalités représentées. Car derrière l'équipe allemande, le retour en force du Royaume-Uni et la présence toujours importante d'Espagnols, l'école accueille aussi des Scandinaves, des étudiants de l'Europe centrale et orientale, ainsi que des Chinois, Canadiens, Japonais, Taiwanais, Américains, Brésiliens, etc. Autant d'ambassadeurs qui renforceront par le bouche-à-oreille, de retour chez eux, la dimension internationale de Sciences Po Bordeaux. ■

⁽¹⁾ L'école différencie les « incoming students » qui viennent dans le cadre spécifique des mobilités académiques d'un semestre ou d'une année des « étudiants internationaux » qui suivent un cursus plus long (les étudiants étrangers des filières intégrées par exemple).

⁽²⁾ Cette réunion s'adressait aux étudiants parlant français. Les autres bénéficient d'une information plus personnalisée en anglais.

⁽³⁾ Ce parcours permet à des étudiants anglophones de suivre des cours à Sciences Po Bordeaux (de la 1^{ère} à la 5^e année sauf 2^e année) dispensés en anglais et donc d'obtenir, pour valider leur année universitaire les 60 crédits ECTS (système européen d'équivalence de cours), en suivant seulement les enseignements en anglais.

⁽⁴⁾ Service constitué de Gabrielle Stockman (de retour de congés maternité et remplacée pendant son absence par Mélanie Lecouvey), de Quiterrie Duboscq et Lucile Martin, auxquelles s'ajoute Margaret Dalrymple administratrice pour les « outgoing students », l'ensemble sous la responsabilité hiérarchique de Ludovic Renard.

⁽⁵⁾ Soit 30 crédits ECTS au lieu de 60 crédits ECTS pour une année complète.

Des anciens étudiants étrangers témoignent !

Sciences Po Bordeaux collecte les témoignages d'anciens étudiants étrangers après leur séjour dans l'établissement. Voici quelques citations prises au vol...

Karina Mikhailova, Russe, Saint-Petersbourg : « C'est l'une de mes années les plus mémorables ! J'ai beaucoup apprécié les hauts standards de l'enseignement, des professeurs toujours disponibles, les méthodes d'apprentissage, un grand nombre de conférences organisées et la vie active des très nombreuses associations présentes à l'Institut »...

Elisa Baccheretti, Italienne, Florence : « Je suis arrivée à Sciences Po Bordeaux en janvier, pour le second trimestre. J'avais peur de ne pas réussir à m'intégrer... Mon séjour s'est très bien passé, grâce entre autres à « Erasmix »⁽¹⁾ qui organise des dîners, des sorties en ville, etc. Bordeaux est une ville à taille humaine et très intéressante sur le plan artistique »...

Roxana Ionita, Roumaine, Bucarest : « J'ai pu trouver un personnel administratif organisé et compétent, des professeurs très bien préparés, qui m'ont considéré comme une étudiante française »...

Barbara Oliveira, Brésilienne, Minas : « I must say that I was a little afraid of actually meeting French people, since I had heard that they didn't like people who couldn't speak french very well. People were patient and tried to help me. The reception of the staff from Sciences Po was also very nice »...

⁽¹⁾ Erasmix est une association étudiante "institutionnelle" au sein de Sciences Po Bordeaux. Remplissant une mission de service public en accueillant les étudiants étrangers arrivant à l'Institut, favorisant leur intégration et accompagnant aussi les départs à l'étranger des étudiants de l'Institut, cette association reçoit une subvention pérenne et renforcée de la part de l'administration de Sciences Po Bordeaux destinée à lui permettre de durer d'année en année en assumant ces tâches d'intérêt général. Les autres associations institutionnelles sont : l'Association sportive (l'AS), le Bureau des élèves (BDE) et le Bureau des Arts (BDA).



Marcos GON

Argentin,
étudiant à Rosario,
22 ans



Pourquoi la France et Sciences Po Bordeaux ?

Je connais la France car j'ai travaillé en Bretagne par le passé. J'ai souhaité poursuivre ma scolarité dans un établissement réputé. Bordeaux, qui dispose d'un fleuve comme chez moi, me semble très agréable à vivre. Je pense bien m'intégrer car j'ai remarqué que les Français appréciaient beaucoup les étrangers qui parlent français !

Quel est votre projet professionnel et comment jugez-vous l'Institut à chaud ?

Je fais des études de Relations Internationales. Mon souhait est de rester à Sciences Po Bordeaux pour effectuer un master. Je ressens que l'Europe et la France sont plus ouvertes sur le monde que dans mon pays, assez replié sur lui-même. Enfin, j'ai trouvé l'accueil ce matin très dynamique. J'ai hâte de rencontrer des étudiants de tous les horizons.



Salomé MERA

Colombienne,
étudiante à Bogota,
23 ans



Pourquoi la France et Sciences Po Bordeaux ?

J'ai suivi mes études au lycée français de Bogota dès l'âge de 4 ans. Venir en France est donc logique. J'ai préféré choisir une ville comme Bordeaux plutôt que la capitale Paris. J'ai le sentiment que ce sera plus facile pour moi de faire des connaissances.

Quel est votre projet professionnel et comment jugez-vous l'Institut à chaud ?

La politique ne fonctionne pas bien dans mon pays. J'aimerais agir à mon niveau en travaillant dans un secteur d'activité en lien avec mes études de relations internationales, comme le commerce international par exemple. Quant à l'Institut : je vais vraiment découvrir l'école dans les jours à venir mais l'accueil de ce matin était très sympa.



Evghénia Solomona, contrôleur de gestion à l'Institut.

En poste depuis près de 18 mois, Evghénia Solomona est contrôleur de gestion à l'Institut. Elle développe des indicateurs et des outils d'aide à la décision dans un contexte incitant à une certaine vigilance quant à la conduite du budget. Une exigence qui s'accompagne d'une approche positive d'une fonction conçue ici comme un support aux différents services de l'école. Sa présence au sein de l'équipe de direction de Sciences Po Bordeaux s'inscrit dans la lignée des préconisations émises lors de la dernière mission d'évaluation de Sciences Po Bordeaux par l'IGAENR¹.

Le contrôle de gestion version Sciences Po Bordeaux

Jadis réservé aux très grandes sociétés, le contrôle de gestion n'a pas bonne presse dans certains milieux professionnels. Au mieux, on lui reconnaît l'intérêt de mesurer et d'analyser les performances d'une organisation. Au pire, on l'accuse de chercher systématiquement à supprimer des postes pour accroître la rentabilité financière des entreprises. Evghénia Solomona, recrutée à Sciences Po Bordeaux depuis mai 2012 pour occuper cette fonction, en avait bien conscience lorsqu'elle est arrivée dans l'école sur la pointe des pieds, craignant d'être affublée « d'une image de flic ». « La direction m'a présenté comme une personne-ressource, qui vient en support des autres services. Cela a facilité mon intégration ». La jeune femme, diplômée de l'école supérieure de commerce de Bordeaux (Kedge, anciennement BEM), a travaillé pendant 3 ans au sein de la célèbre société de conseil KPMG. « Le métier est assez récent. Il s'est surtout développé dans les entreprises industrielles confrontées à une concurrence forte où il est indispensable de réduire les coûts de production, mais aussi d'améliorer la maintenance et le stockage. Pour cela, le contrôleur de gestion doit mettre en place des indicateurs fiables d'aide à la décision ». Quel rapport avec l'Université ? Notre interlocutrice poursuit : « le recours à notre métier est très récent dans l'enseignement supérieur. Il s'inscrit dans le cadre de la loi LRU qui donne aux universités une autonomie dans le domaine budgétaire et la gestion de leurs ressources humaines ». Autrement dit, confrontées à de nouvelles responsabilités aux enjeux financiers importants, les universités s'entourent de compétences et de méthodes qui permettent une gouvernance financière éclairée à la lumière de données chiffrées dûment collectées.

Une approche plus humaniste du métier

Sans déroger aux fondamentaux de son métier, la contrôleur de gestion a su adapter les règles de sa profession à son nouvel univers, en synergie avec la direction de l'établissement. « Sciences Po Bordeaux, contrairement à beaucoup d'entreprises de l'économie productive, ne ramène pas tout à la rentabilité et à l'argent dans ses critères de décision, c'est une différence essentielle et fondamentale » insiste la jeune femme. Plutôt impliquée dans les premières phases de sa mission dans l'analyse de la masse salariale de l'Institut, tant sur le personnel administratif qu'enseignant, elle a créé des tableaux de bord de gestion prévisionnels et paramétrables. Ces indicateurs permettent à Sciences Po Bordeaux, en toute connaissance de cause, de prévoir des embauches sans risquer de se retrouver en situation financière délicate, comme cela s'est déjà produit dans plusieurs universités françaises. « Les frais généraux de l'école sont stables et je n'ai observé aucun abus. Je ne suis pas là pour traquer telle ou telle dépense. Maintenant, si mon travail m'amène à mettre en exergue des dépenses questionnables, ma fonction

exige que je les indique. Mais les choix qui devront alors être faits reviendront dans tous les cas à la direction qui est seule décisionnaire ». Evghénia Solomona, qui travaille en relation étroite avec la Direction des Ressources Humaines, la Scolarité et le service des Finances, a participé à plusieurs chantiers importants. Le premier a porté sur la refonte de l'organigramme d'établissement dans une démarche du type de celle d'une certification qualité. Cela consiste à mettre à plat les postes et leur définition, la rédaction de lettres de mission ou encore les liens fonctionnels et hiérarchiques au sein de l'établissement afin d'aider notamment les nouveaux arrivants à trouver rapidement leurs marques au sein de l'Institut. Un établissement qui changera d'échelle à la fin de ses travaux d'extension, et qu'il faut anticiper dès aujourd'hui. « Tous les chiffrages et estimations que je réalise sont effectués sur une période de 10 ans. L'Institut étudie d'ores et déjà ses charges supplémentaires prévisionnelles lorsque sa surface sera doublée ». « Gouverner, c'est prévoir ». Et prévoir aujourd'hui implique de contrôler au mieux sa gestion, parce que « Gouverner c'est (aussi) choisir ». D'où, CQFD, le recrutement d'une contrôleur de gestion ! ■

DES FRAIS DE SCOLARITÉ MODULÉS

Evghénia Solomona a également participé à la définition du cahier des charges de l'outil informatique destiné à la modulation des droits d'inscription à Sciences Po Bordeaux, opérationnelle depuis cette rentrée universitaire 2013-2014. Après contrôle des pièces justificatives, les informations de revenus sont saisies et permettent, selon divers paramètres complémentaires dont le nombre de parts fiscales du foyer, de déterminer automatiquement le montant exact des droits à acquitter. Ceux-ci ont été modulés de telle sorte qu'une majorité d'étudiants payent moins ou autant que les années précédentes. Ce montant, progressif, va de la gratuité totale pour les boursiers ou non boursiers très proches des seuils académiques à la somme maximale de 6 300 € pour les très hauts revenus (plus de 63 000 € annuels par part).

1 : Inspection Générale de l'Administration de l'Éducation Nationale et de la Recherche

Mister SMITH

au Centre Émile Durkheim

La référence au génial Franck Capra et à son très célèbre « Mr Smith Goes to Washington » (titre mal traduit en français par « Monsieur Smith au Sénat ») s'imposait ! Nouveau directeur du centre de recherche « Centre Émile Durkheim » (UMR 5116 - Unité mixte de recherche CNRS, Sciences Po Bordeaux, Université Bordeaux Segalen), Andy Smith, directeur de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, a succédé à Antoine Roger. À la différence du personnage interprété par James Stewart, « notre » Smith ne découvre pas l'objet politique, il l'étudie depuis plus de 25 ans !

EXTENSION(S) : *Vous êtes un des plus brillants spécialistes en France de l'analyse des politiques publiques dont vous avez renouvelé la compréhension des chercheurs. Comment vous êtes-vous intéressé à cet objet de recherche et comment présenteriez-vous en quelques mots votre apport scientifique face aux « grands classiques » : Jones, Jobert, Muller, etc. ?*

Andy SMITH : Après ma licence d'études politiques, j'ai travaillé à Londres pour un puissant groupe d'intérêts (la National Farmers' Union). En reprenant mes études, je me suis donc trouvé tout de suite emballé par une approche du politique qui mettait l'accent sur les acteurs, leurs manières de représenter les enjeux sociaux et leurs interdépendances. En

outre, je me trouvais en phase avec les questionnements de recherche concernant le devenir de l'Etat qui déjà « se transnationalisait ». En somme, l'analyse des politiques publiques (APP) de l'époque me fournissait un ensemble de concepts et de techniques d'enquête, notamment l'entretien semi-directif, qui me mettait en selle pour le type de recherche comparative que je voulais entamer.

Concernant ma modeste contribution au développement de l'APP, depuis le milieu des années 1990, j'ai simplement tenté de faire avancer les débats au sein et autour de cette démarche de recherche dans trois directions. Tout d'abord, et souvent en collaboration avec Patrick Hassenteufel, j'ai tenté de créer des passerelles avec le reste de la sociologie politique. J'ai toujours vu l'APP comme faisant pleinement partie de ce qui fait le cœur, et la richesse, de la science politique française. Concrètement, nos efforts dans ce sens ont notamment donné lieu à un numéro spécial sur les approches nationales des politiques publiques (RFSP, 2002), un ouvrage collectif sur le leadership politique (2003) et, à titre plus personnel, un livre sur les commissaires européens (2002 avec J. Joana). Plus globalement, même s'il reste du travail pour défaire l'APP d'une image « technique », on peut dire que sa relation avec le reste de la science politique est aujourd'hui plus saine et sereine qu'elle ne l'était dans les années 1990.

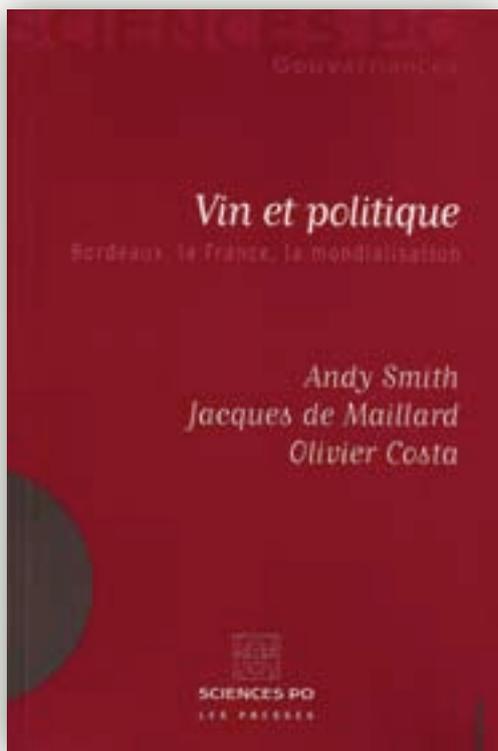
Ensuite, je fais partie des premiers chercheurs à avoir utilisé l'APP afin de générer des connaissances sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que sur ses impacts sur les Etats et les collectivités locales de notre continent. Quand j'ai commencé mes recherches la plupart de mes confrères abordaient l'Union à travers des regards importés des Relations Internationales, c'est-à-dire en racontant les luttes « intestines » entre « la France » et « l'Allemagne », avec parfois l'intervention de « Bruxelles ». Personnellement je n'ai jamais rencontré ni la France ni l'Allemagne, et pour moi Bruxelles est simplement une ville en Belgique ! Il me semblait donc beaucoup

plus salubre de chausser les lunettes d'une approche inspirée par la sociologie des administrations et des organisations afin de capter le monde politique que j'ai découvert en étudiant l'échelle communautaire.

Enfin, depuis dix ans j'ai tenté de tirer l'APP dans une troisième direction en travaillant, théoriquement et empiriquement, avec des économistes de la régulation sur le gouvernement de l'activité économique. Je suis stupéfait par le fait que depuis vingt ans la science politique française a presque complètement abandonné l'économie comme champ d'étude. L'APP à elle seule ne suffit pas pour nous remettre dans le droit chemin par rapport à une thématique qui ne devrait surtout pas être déléguée aux économistes. Mais, en la combinant avec des outils et des méthodes compatibles, je reste convaincu que l'on peut beaucoup faire progresser l'intelligibilité du rapport entre l'économie et le politique.

EXTENSION(S) : *Une de vos recherches a porté sur le whisky écossais (2009). Vous avez aussi travaillé sur le vin, entre autres à Bordeaux. Existe-t-il de fortes similitudes entre ces deux « mondes » : celui de la « part des anges » pour parler comme Ken Loach et celui des « châteaux bordelais » ?*

Andy SMITH : Pour paraphraser Barthes, une chose est certaine : ces deux « boissons totems » mobilisent non seulement beaucoup de passion chez leurs producteurs et leurs consommateurs, mais aussi beaucoup d'implications de la part des pouvoirs publics locaux, nationaux, européens et internationaux ! Tout en consommant les deux avec plaisir (et parfois sans modération je l'avoue), ce qui m'a toujours intrigué a surtout concerné les industries dont ils proviennent et le traitement favorable dont celles-ci ont souvent pu bénéficier de la part des Etats et de l'Union européenne. Que ce soit sur le plan du droit de la propriété intellectuelle (les AOC), les règles concernant leurs lieux de transformation et de vieillissement, l'usage des pesticides, les aides pour le marke-





Andy Smith

ting en Chine, etc., la quantité de dérogations du droit commun obtenues ne cesse de m'impressionner. Mais plutôt que de les expliquer en termes de contribution de ces industries à la balance commerciale, ou en évoquant la capacité des viticulteurs à bloquer les autoroutes, j'ai cherché à mettre en évidence le travail politique effectué au quotidien par les instances comme le Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux ou la Scotch Whisky Association (SWA). Sous cet angle on y retrouve beaucoup de similitudes entre le rapport au politique du vin et du whisky. À choisir, je boirai plus volontiers du vin mais je ferai encore plus confiance à la SWA pour me défendre politiquement !

EXTENSION(S) : Le Centre Émile Durkheim existe dans sa nouvelle configuration depuis le 1er janvier 2011. Est-ce que l'intégration des équipes de chercheurs, politistes d'un côté, sociologues de l'autre, est totalement opérationnelle désormais ? Quelles ont été les premières recherches menées ensemble ?

Andy SMITH : D'abord en tant que chercheur et, plus récemment, en tant que directeur, je ne cesse de me réjouir de ce niveau de collaboration interdisciplinaire quasi inédit. Sauf peut-être dans le domaine des relations internationales, peu travaillé jusqu'ici par des sociologues français, la mayonnaise a pris très rapidement et dans le bonheur. Ce constat s'explique en partie grâce aux efforts effectués par des hommes et des femmes formés initialement dans des disciplines distinctes, ainsi qu'à la qualité professionnelle et humaine de notre équipe administrative. Mais, plus au fond, ces efforts s'expliquent par une grande proximité entre le type de sociologie pratiquée « à la Victoire » (Université Bordeaux Segalen) et le mode de science politique qui prédomine sur le site de Sciences Po Bordeaux. Dans les deux cas on retrouve un refus généralisé de toute analyse en termes de déterminisme matériel, un engagement pour découvrir la fabrique des « problèmes sociaux » et une volonté d'aborder de front l'imbrication des échelles qui, bien

souvent, structurent leur régulation politique. Concernant les collaborations concrètes déjà réalisées, je citerai volontiers un travail remarquable sur le décrochage scolaire. Coordonné par Thierry Berthet (politiste) et Joel Zaffran (sociologue) et mobilisant plusieurs autres membres du CED, les résultats de cette recherche vont être très prochainement publiés. Bien d'autres travaux interdisciplinaires de ce type sont en cours. Que ce soit sur le genre, la religion, la science ou la ville, le croisement de regards et l'articulation des techniques d'enquête complémentaires bonifient nos recherches et augmentent nos chances d'avoir un impact sur les débats scientifiques et sociaux à plusieurs échelles.

En revanche, là où nous avons encore plus d'efforts à fournir c'est dans le domaine d'une collaboration autour de la santé qui implique aussi des gros bataillons de recherche en biomédecine et santé publique. Poussé par la Nouvelle Université de Bordeaux, depuis plus de deux ans nous cherchons à mettre en place un programme de recherche qui met à parité les sciences « dures » et les SHS. Pour l'instant l'affaire rencontre des blocages concernant le sens d'une telle coopération. Mais je garde l'espoir que les chercheurs les plus ouverts trouveront bien une voie pour effectuer ensemble des recherches approfondies à la fois sur la construction des problèmes de santé et sur leur régulation politique.

EXTENSION(S) : Vous êtes vous-même, directeur de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Qu'est-ce qu'apporte, à votre avis, la FNSP dans le développement de la recherche à Sciences Po Bordeaux ?

Andy SMITH : La FNSP à Sciences Po Bordeaux c'est, il faut le savoir et ne pas hésiter à le rappeler, 16 emplois (7 chercheurs et 9 administratifs) ce qui est déjà beaucoup. Plus fondamentalement, notre lien avec la FNSP témoigne de la centralité de nos deux laboratoires de recherche (le CED et le LAM) par rapport à la science politique française.

Andy SMITH

Bio express en 5 dates clefs

- 1979 :** arrive en Angleterre après une enfance au Nigeria, en Nouvelle Zélande et aux îles Fidji ; assiste à la finale de la coupe du monde de cricket
- 1989 :** arrive en France ; découvre le camembert et « *l'État en action* » de Jobert et Muller
- 1995 :** soutient sa thèse à Grenoble et voit Lou Reed en concert
- 1996 :** arrive à Bordeaux, découvre « Chez Marcel » (comprendre la Brasserie « La Cafet' »).
- 2007 :** publie « *Vin et politique* » (avec J. de Maillard et O. Costa) et chante « *No more heroes* » devant les étudiants de Sciences Po Bordeaux lors de la fête annuelle des associations étudiantes.

EXTENSION(S) : Du 5 au 7 septembre s'est tenu à Sciences Po Bordeaux le premier congrès européen de science politique organisé par l'ECPR sur le territoire français. Que pensez-vous de cet événement ? Est-ce que le fait que Bordeaux ait été choisi il y a 4 ans comme site organisateur a une signification particulière sur le positionnement de Sciences Po Bordeaux en matière de recherche en science politique ?

Andy SMITH : Cette « sélection » a montré que notre établissement bénéficie d'une réelle reconnaissance de la part de la hiérarchie de la science politique européenne. Mais ce qui m'a encouragé encore plus a été de constater que nos chercheurs ont été extrêmement présents dans les échanges scientifiques au cœur de ce congrès. C'est ainsi que nous mettrons fin à l'époque d'une internationalisation « de présence » de la part de la recherche française. Le défi n'est plus d'observer les autres dessiner les priorités de la recherche mondiale ; il s'agit désormais de se donner les moyens pour participer activement au cadrage des débats internationaux, voire pour les dominer. ■

Un souffle d'éternité

Alors que tout le monde s'attendait à l'annonce de son décès en juin 2013, Nelson Mandela est rentré à son domicile le 1er septembre dernier, malgré un état de santé jugé critique. Solenn Honorine, ancienne étudiante de Sciences Po Bordeaux (promo 2000) journaliste indépendante en Afrique du Sud, nous explique comment le pays vit cette situation étrange, entre résignation et dévotion.

« **Nelson Mandela** est un vieux monsieur, malade et fragile. La population s'est résignée à le voir mourir. Sa disparition prochaine est en fait un non-événement ». Solenn Honorine nous livre depuis Johannesburg l'ambiance d'un pays qui « n'y croit plus ». Un sentiment qui contraste avec l'espoir suscité par les communiqués des médecins de l'ancien chef d'Etat qui faisaient état en août 2013 « de progrès lents mais réguliers, malgré une situation toujours critique ». Un léger mieux confirmé le 1er septembre dernier par sa sortie de l'hôpital de Prétoria, où il avait été admis le 8 juin en urgence pour une infection pulmonaire. L'ex-femme de la figure emblématique de la lutte contre l'apartheid, Winnie Madikizela-Mandela,

fustigeait dans une interview accordée à la chaîne de télévision Sky News l'attitude de celles et ceux qui l'avaient enterré avant l'heure. « Il y a une façon différente de traiter le sujet, selon qu'il s'agit d'un média international ou sud-africain » explique Solenn Honorine. « Ici, l'attachement au respect des personnes âgées et à leur dignité est beaucoup plus fort qu'ailleurs. C'est encore plus vrai pour une icône comme Nelson Mandela, un « intouchable » ». De fait, la presse nationale ne cherche pas, comme on le voit aux USA ou en Europe, à décortiquer par le menu ses opérations ou son quotidien. Elle est, tout au contraire, bien plus opaque sur les informations communiquées. « Les citoyens s'offusquent lorsqu'une chaîne comme

Sky News rapporte une probable ablation d'organes pratiquée sur « Madiba ⁽¹⁾ ». Porter atteinte au secret médical constitue un sacrilège. Une forme d'omertà avait été orchestrée à l'occasion des deux précédentes hospitalisations de Nelson Mandela, contrairement à maintenant. La gravité des messages et l'attitude du monde politique en juin 2013 ont vraiment laissé penser que les jours de Nelson Mandela étaient comptés ». Et l'ancienne étudiante de Sciences Po Bordeaux d'expliquer que les Sud-Africains ne supportent pas non plus l'idée d'exploiter l'image d'un homme aussi vénérable. A l'occasion de son 95^e anniversaire, le comportement du Président sud-africain Jacob Zuma et des représentants de l'ANC vis-à-vis d'un homme manifestement très diminué sur le plan physique et intellectuel a choqué l'opinion. Laquelle s'est littéralement insurgée lorsqu'un média local a annoncé sa mort, ou encore lorsqu'une caméra a été installée dans son village natal de Qunu, au Sud-Est du Pays, pour voler des images de son inhumation que tout le monde annonçait comme imminente.

Un silence assourdissant

Les médias internationaux ont souhaité connaître le protocole prévu lors du décès de l'ancien combattant de l'African National Congress. Ils se sont heurtés à un silence assourdissant du gouvernement sud-africain. « La presse du pays ne traite plus le sujet, laissant la place à l'affaire Oscar Pistorius ⁽²⁾ ou aux scandales financiers qui émaillent la vie politique interne. La mort de Nelson Mandela est un tabou, on n'en parle pas. L'expression « laissez-le mourir en paix » prend ici tout son sens » poursuit Solenn Honorine. « En revanche, lorsque le moment viendra, un

UNE VIE DE GLOBE-TROTTEUSE

Solenn Honorine, mariée, 2 enfants, vit à Johannesburg depuis 2012 où elle travaille comme correspondante de presse écrite, radio et TV pour différents médias : RFI, Radio France, Le Figaro, Voice of America... Elle réalise également des piges pour Géo, L'Équipe ou BMF TV. Cette Bretonne d'origine a fait ses premiers pas dans le journalisme à l'agence lorientaise du Télégramme de Brest à l'occasion de stage d'été pendant ses années de scolarité à Sciences Po Bordeaux où elle a d'ailleurs participé, avec une toute petite équipe de collègues étudiants, au concours « L'Express ». Diplômée à l'issue de l'année 1999-2000, elle part à Los Angeles dans le cadre d'un programme d'échange universitaire pour une année « d'études africaines » avant d'intégrer à son retour la célèbre école de journalisme de Lille (ESJ). Elle s'envole ensuite en Thaïlande, où elle devient correspondante de presse pendant trois ans, avant de s'installer cinq ans en Indonésie. Son tour du monde s'arrête pour l'instant en AfSud (République d'Afrique du Sud). Les auditeurs de France Inter qui se lèvent tôt ont souvent le loisir de l'entendre intervenir en direct à l'antenne.



Solenn Honorine lors d'un direct télévisé.

hommage à la hauteur du personnage lui sera rendu. Dix jours de deuil national seront respectés. Homme adulé, il deviendra alors un mythe » précise celle qui voue une réelle admiration à l'homme et au politique. « C'est un être « admirable », au sens premier du terme. C'est pour moi le plus grand homme politique du XX^e siècle, qui s'est sacrifié pour ses idéaux et son pays. Il est celui qui a lutté contre la décolonisation comme personne ne l'a fait. C'est un symbole dont la disparition va générer ici une charge émotionnelle sans précédent ». Lucide, l'ancienne élève de Sciences Po Bordeaux sait aussi que son départ ne changera rien à la vie quotidienne, en raison de son retrait total de la vie politique depuis une décennie. « En revanche, son nom restera à jamais associé à l'histoire de ce pays qui a vécu une réconciliation miraculeuse, malgré toutes les difficultés qui persistent aujourd'hui sur le plan racial ». En repoussant la mort de toutes ses forces, l'ancien prisonnier de Robben Island aura lutté contre sa maladie comme il l'a toujours fait vis-à-vis de l'apartheid. Avec ténacité et grandeur d'âme. « En faisant scintiller notre lumière, nous offrons aux autres la possibilité d'en faire autant » avait-il dit lors de son discours

d'investiture à la Présidence de l'Afrique du Sud en 1994. Nelson Mandela, atteint d'un grave problème pulmonaire, contracté d'ailleurs à la suite de son interminable incarcération, possède le plus beau souffle : celui de l'éternité. ■

(1) : Nom attribué à Nels Rolihlahla Mandela au sein de son clan familial.

(2) : Célèbre athlète médaillé aux Jeux Paralympiques accusé d'avoir assassiné sa compagne, mannequin connu en Afsud. Ce fait divers, traité comme un feuilleton à rebondissements, défraie la chronique depuis plusieurs mois.

Statue de Nelson Mandela devant la prison de Groot Drakenstein près de Stellenbosch (Afrique du Sud).

Vous retrouverez cette posture de Mandiba devant une foule en délire en ouverture du biopic « *Mandela, long walk to freedom* » (joué par Idris Elba) dont la sortie sur les écrans français est prévue le 18 décembre 2013.

À nos lecteurs

Cet article a été rédigé fin août et réactualisé juste avant impression à la mi-septembre. Depuis cette date, l'état de santé de Nelson Mandela aura peut-être évolué dans un sens ou dans un autre. Si tel est le cas, merci de bien vouloir ne pas nous en tenir rigueur.

Passage en phase active

Nos lecteurs assidus auront noté l'interruption de cette rubrique dédiée aux travaux d'agrandissement de Sciences Po pendant l'été. À l'instar des séries télévisées, une nouvelle saison débute en cette période de rentrée universitaire avec, comme tout bon scénario, l'annonce d'un événement clé de l'histoire : les travaux ont débuté !

Sur les rails depuis 2011, le projet de restructuration de Sciences Po Bordeaux est devenu palpable cet été. « Nous rentrons dans le vif du sujet » précise Damien Ribadeau, nouvel ingénieur patrimoine de l'Institut, en fonction depuis mars dernier. Diplômé d'une école d'ingénieur à La Rochelle puis salarié d'un bureau d'études parisien qui a travaillé notamment sur la réhabilitation du Grand Palais et de la Tour Areva à Paris-La-Défense, le jeune homme résume les derniers mois du projet d'extension. « Le permis de construire acté et les ordres de services signés, les entreprises retenues dans le cadre de l'appel d'offres du Conseil Régional d'Aquitaine ont fait l'objet de notifications⁽¹⁾ à partir de mai 2013. Elles ont bénéficié d'un délai d'exécution d'un mois et demi pour se mettre à pied d'œuvre et attaquer des travaux d'envergure ». D'une superficie actuelle de 8.400 m², les locaux de l'école s'étendront à terme sur

unique entrée existait déjà puisqu'elle était le plus souvent empruntée par les utilisateurs du tramway venant ou se rendant à la station Montaigne-Montesquieu. L'ancienne « Aile recherche » va être totalement démolie. Cette emprise au sol de 900 m² laissera la place à une construction neuve, en R+2, nécessitant au moins quinze mois de travaux. Celle-ci constituera une pièce importante du puzzle constructif imaginé par les architectes Anne Piechaud et Patrick Baggio associés à Patrick Arotcharen. En attendant, des locaux provisoires délocalisés ont été créés derrière l'établissement, côté tramway. L'Institut, déjà à l'étroit, ne pouvait se permettre de perdre le moindre mètre carré. « Ces constructions modulaires sont de la même superficie que le bâtiment détruit. C'était une des exigences de la direction de l'Institut » confirme Damien Ribadeau. Concrètement, ces préfabriqués accueillent les bureaux des chercheurs, l'équi-



Désamiantage de l'aile recherche avant destruction totale.

fameuses normes complexifiant toujours davantage le bon déroulement d'un tel chantier. C'est d'ailleurs l'occasion, en ce début effectif des travaux, d'aborder le sujet essentiel de la sécurité. « Ces questions sont primordiales, tant pour les ouvriers que pour le public. Ces prérogatives sont placées sous la responsabilité d'un coordinateur Sécurité Protection de la Santé. Son champ d'intervention va du respect de la réglementation à la signalétique en passant par les déplacements des engins » explique l'ingénieur patrimoine de Sciences Po Bordeaux. Ce dernier souligne également la démarche environnementale de l'extension, ainsi que la volonté des uns et des autres de minimiser au maximum les nuisances et désagréments. « En principe, il ne doit pas y avoir de poussière dans l'enceinte des bâtiments, ni de bruit trop perturbant ». Il ne faut pas non plus rêver : on ne réalise une telle opération dans un silence de cathédrale pendant près de 900 jours ! D'ailleurs, s'il fallait en douter, les abords de l'Institut rappellent déjà à tous une évidence qui saute aujourd'hui aux yeux : le chantier est bel et bien entamé !



Une vue du terrassement avant l'installation des préfabriqués.

15.200 m², soit 6.800 m² supplémentaires. Le chantier, qui a débuté par l'installation de la base de vie des ouvriers et leur encadrement, présente deux caractéristiques fortes. La première est que l'ensemble des travaux s'effectue en site occupé. La seconde porte sur l'ampleur des démolitions/réhabilitations/constructions programmées. Au total, trois années universitaires seront nécessaires pour livrer en totalité un « nouveau » Sciences Po à la rentrée 2016.

Un jeu de chaises musicales

Le personnel administratif, les enseignants, les étudiants et les visiteurs ont d'ores et déjà observé de profonds bouleversements. L'entrée de l'école a tout d'abord été modifiée. Elle s'effectue dorénavant par l'allée Ausone, c'est-à-dire sur le côté de l'établissement et non plus face à lui, comme c'était le cas avenue Léon-Duguit, même si cette désormais

valent de l'amphithéâtre Ellul et cinq salles de conférences, une bibliothèque (la « Bibliothèque Recherche » entièrement déménagée en juillet, soit 50.000 ouvrages environ), une salle de lecture et une salle de réunion. Bénéficiant d'une fenêtre, chaque bureau est relié aux autres par un système de circulation. « Ce principe de démolition et de reconstruction, avec une délocalisation provisoire de locaux, est la solution retenue pour assurer les cours tout en poursuivant les travaux. Il implique des phases de déménagements et de réaménagements partiels ». En ce début de chantier, le calendrier n'enregistre aucun retard, même si on n'est jamais à l'abri d'un aléa imprévu ou d'un changement de ces

⁽¹⁾ : Terme technique qui signifie que les entreprises ont reçu effectivement la « commande » passée par le maître d'ouvrage (le Conseil Régional d'Aquitaine) pour commencer à travailler physiquement sur le chantier.



Un grand trou pour quatre amphis superposés, devant l'ancienne entrée principale.